

**Syrie - Attaque chimique - Réunion
d'urgence du conseil de sécurité -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies**

(New York, 05 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je voudrais commencer par remercier la présidence américaine d'avoir accédé à notre demande de convoquer une réunion d'urgence du conseil de sécurité, et vous féliciter pour votre accession à la présidence. Je voudrais également remercier M. Kim Won Soo pour sa présentation et pour son action dans les deux dernières années comme Haut représentant pour les affaires de désarmement.

Madame la Présidente,

Après six années de conflit en Syrie marquées par la violence la plus effroyable contre la population civile et notamment par l'emploi avéré et répété d'armes chimiques par le régime syrien contre son propre peuple, en particulier au gaz de chlore, nous nous sommes une nouvelle fois réveillés hier en apprenant qu'une attaque ignoble venait d'être commise à Khan Cheikhoun, au sud d'Idlib. Cela ne peut que nous rappeler cette terrible journée du 21 août 2013, après les attaques chimiques commises par le régime dans la Ghouta, en banlieue de Damas, dont les images insoutenables hantent les mémoires.

Madame la Présidente,

Cette horreur chimique, qui ne date pas d'hier, et qui ne devrait donc surprendre personne, marque une étape supplémentaire dans la descente vers l'abîme de la tragédie syrienne. Les faits sont extrêmement choquants et extrêmement graves. Une nouvelle fois, des substances toxiques létales ont été utilisées et larguées depuis les airs. Le bilan s'élève actuellement à près de 100 morts, asphyxiés, dont plus d'une dizaine d'enfants. Et il y aura sans doute davantage de victimes. Les symptômes rapportés par les personnes sur place et visibles sur les images de l'attaque ne sont pas caractéristiques du chlore mais laissent penser à l'emploi d'une substance bien plus agressive. Il s'agit de l'exaction la plus meurtrière depuis les attaques à grande échelle commises par le régime syrien en août 2013 dans la Ghouta, où plus de 1.000 personnes ont perdu la vie.

Madame la Présidente,

La France, par la voix de ses plus hautes autorités, a fermement condamné ce carnage, nouvelle et terrible illustration de la barbarie qui frappe la population syrienne depuis plusieurs années.

Alors que certains prétendent qu'il s'agit d'une frappe contre un entrepôt d'armes chimiques appartenant aux «terroristes», je tenais à rappeler de simples faits - et notamment trois d'entre eux. D'une part, il n'y a pas eu d'incendie, alors qu'une telle frappe aurait provoqué un feu dont les conséquences auraient été bien plus graves encore pour les populations civiles. D'autre part, il s'agit d'une zone où l'armée et l'aviation syriennes sont précisément en train d'opérer, et de nouvelles frappes ont été observées du reste dans la région d'Idlib hier. Enfin, la responsabilité des forces aériennes syriennes a d'ores et déjà été mise en cause pour l'usage de chlore comme arme chimique, à trois reprises au moins, de manière irréfutable, par les conclusions du mécanisme d'enquête conjoint mandaté par ce Conseil, le JIM.

Les atrocités d'hier, qui sont constitutives de crimes de guerre, s'ajoutent aux nouveaux soupçons d'usage de chlore à la fin du mois dernier et aux multiples cas rapportés depuis plusieurs mois, en particulier à Alep au mois de décembre 2016.

Ces atrocités, Madame la Présidente, illustrent tragiquement la folie destructrice du régime de Bachar al-Assad, que même ses soutiens - nous le voyons aujourd'hui - ne sont pas en mesure d'empêcher, et dont le silence équivaut à cautionner ces actes barbares. Ce nouveau déchaînement de violence confirme que tant qu'il n'y aura pas eu de transition politique crédible, nul ne pourra garantir la paix et la sécurité du peuple syrien, ni le retour à la stabilité du Moyen-Orient. Il faut donc mettre en oeuvre sans délai la transition politique que ce conseil a souhaitée et approuvée en adoptant à l'unanimité la résolution 2254 et le communiqué de Genève. C'est depuis l'origine la position de la France.

Madame la Présidente,

Toute la lumière doit être faite au plus vite sur les détails de ce massacre ignoble. L'OIAC s'est immédiatement saisie de ces allégations. Mon pays apporte son plein soutien à la mission d'établissement des faits de l'OIAC et au mécanisme conjoint de l'ONU et de l'OIAC pour qu'ils puissent enquêter au plus vite. L'ensemble des allégations d'utilisation d'armes chimiques doit faire l'objet d'une enquête et d'un suivi appropriés.

Mais cela ne suffit naturellement pas. Il est impératif que les responsables de ces attaques répondent de leurs actes et soient traduits en justice. Il est plus que temps que la communauté internationale marque un coup d'arrêt aux crimes du régime syrien. Aucune alliance politique ne peut justifier de fermer les yeux sur des atrocités de masse, de temporiser, de finasser, de détourner l'attention du monde sur d'autres tragédies, bref, de nier les évidences.

La Russie, en tant que garante de la trêve établie le 29 décembre 2016, et en tant que membre permanent du conseil de sécurité, porte une responsabilité particulière qu'elle doit aujourd'hui assumer, aux côtés de tous les membres de ce conseil. Dans ce contexte, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont pris l'initiative de porter un projet de résolution susceptible, nous l'espérons, de réunir la communauté internationale autour d'une ligne claire,

d'une ligne de fermeté et de refus de l'inacceptable

Madame la Présidente,

Face aux faits attestant l'usage répété, méthodique, barbare d'armes de destruction massive, en l'occurrence d'armes chimiques, contre des populations civiles de surcroît, l'inaction et l'immobilisme ne peuvent pas être des options. Notre crédibilité collective, comme gardien de la paix et de la sécurité internationales, et notre crédibilité individuelle, comme États engagés dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, sont en jeu. Il en va du respect du droit international humanitaire. Il en va de notre capacité à rétablir une norme collective ouvertement bafouée, celle de l'interdiction d'emploi d'armes chimiques contre les populations civiles, que la communauté internationale, il y a presque un siècle, avait entrepris de prohiber à jamais.

Nous avons une responsabilité collective à protéger le régime de non-prolifération chimique qui avait fait l'objet d'un consensus responsable au sein de ce conseil jusqu'ici, mais qui se délite aujourd'hui sous nos yeux. Le risque est qu'avec lui se délite aussi l'ensemble des régimes de non-prolifération que nous avons bâtis ensemble, patiemment, au cours des dernières décennies.

La réapparition de ces armes en Syrie, y compris aux mains de Daech, sans que le système international ne soit en mesure de réagir, envoie un signal d'impunité qui n'est pas acceptable et qui est extraordinairement dangereux. L'ensemble des capacités chimiques syriennes doivent être démantelées pour protéger les populations syriennes et au-delà, notre sécurité collective.

Madame la Présidente,

Dans le brouillard de ce monde, il y a des moments de vérité où on ne peut plus finasser ou fuir ses responsabilités. Nous y sommes. Les fondamentaux de nos valeurs, du droit et de notre sécurité sont en effet en jeu.

Les valeurs : qui pourrait ne pas condamner ceux qui ont assassiné de sang-froid, dans les conditions les plus abjectes, les plus atroces, des femmes et des enfants innocents ? N'est-ce pas la négation de toute civilisation ?

Le droit : le conseil de sécurité a été unanime pour estimer qu'il fallait condamner les responsables de ces meurtres à l'arme chimique. Qu'attendons-nous pour mettre en oeuvre le droit que nous avons nous-mêmes contribué à édicter ?

Notre sécurité enfin : si nous fermons les yeux sur l'usage d'armes chimiques contre des populations civiles, quelle légitimité aurons-nous demain pour condamner le terrorisme nucléaire ou les tentatives d'apocalypse bactériologique ? Qui peut assumer une telle responsabilité devant l'histoire ?

Madame la Présidente,

Il y a quelques semaines, j'appelais ici-même chacun d'entre nous à mesurer et assumer ses responsabilités. Ne nous y trompons pas : l'absence de consensus au sein de ce conseil le 28 février pour sanctionner l'usage avéré d'armes chimiques par le régime syrien a déjà constitué, malheureusement, un signal fort d'impunité. Le massacre abject de Khan Cheikhoun est un terrible rappel à la réalité et à notre responsabilité.

Le moment est donc venu d'agir, collectivement, en conscience, avec toute la fermeté requise face à l'utilisation d'armes de destruction massive. Je forme l'espoir que nous pourrions enfin nous rassembler pour réaffirmer, ensemble, l'interdiction de l'emploi d'armes chimiques. Le monde nous regarde, et il regarde en particulier ceux qui, en protégeant un régime indéfendable, se rendraient complices de ses crimes les plus odieux.

Je vous remercie./.